



**Le Jura Libre n° 2866 du jeudi 21 novembre 2013**

**Editorial**

**Laurent Girardin**

## **Aux urnes citoyens !**

Au terme d'une campagne qui aura gagné en intensité ces dernières semaines et à moins de trois jours du verdict des urnes, il est d'ores et déjà possible d'en tirer des enseignements pour le moins intéressants et instructifs.

En premier lieu, il faut constater que le canton de Berne n'aura pas dû grandement s'investir pour « séduire » sa minorité francophone. Il lui a juste suffi de reporter le « + » de son « statu quo » aux calendes grecques et de travestir les enjeux de la votation en laissant croire que le « oui pour voir » n'était pas une alternative. La peur et le doute ont fait le reste.

Pire, ces derniers mois, les autorités bernoises ont pu tranquillement poursuivre leur politique de restrictions budgétaires qui touche très directement le Jura-Sud ainsi que les fondements mêmes du bilinguisme dont elles s'enorgueillissent : limitation du déneigement des routes, fermeture du bureau francophone du service des eaux, suppression de lits et de postes à l'unité psychiatrique de Bellelay, réduction des soutiens aux services d'aide et de soins à domicile, menaces de suppression de lignes de train ou encore fermeture du gymnase bilingue des Alpes à Bienne.

Dans cet élan, le Conseil municipal de Nidau vient carrément de proposer récemment d'empêcher les enfants de familles francophones de débiter leur scolarité en français à Bienne. Tout cela pour quelques économies.

Ces diverses mesures sont finalement en parfait accord avec les déclarations, le 14 mars dernier, de la conseillère d'Etat bernoise Béatrice Simon, directrice des finances, qui affirmait qu'il faudra faire abstraction des intérêts régionaux et idéologiques pour résorber des déficits structurels colossaux.

Le train du démantèlement régional est lancé. Un « non » au soir du 24 novembre prochain lui donnera encore plus d'élan. Malgré tous les statuts particuliers du monde ! Ce sera un non pour voir à quel point les arguments de l'attachement au bilinguisme et au « statu quo+ » n'avaient aucune valeur.

En second lieu, cette campagne aura révélé le vrai visage d'une UDC JB dont l'un des membres briguera le poste de conseiller d'Etat francophone au printemps prochain. En traitant le canton du Jura de mafia et à force de slogans d'une autre époque teintés de haine et de rancœur, les agrariens du Jura-Sud auront été aux antipodes d'un processus démocratique que la Confédération et les deux cantons ont voulu respectueux et constructif.

Il reste désormais trois jours aux citoyens du Jura méridional, tout comme à ceux du canton du Jura, pour faire triompher le dialogue dans un esprit fraternel. Trois jours pour dire OUI à la réflexion sur l'avenir de la région. Tous aux urnes !